

Comme toutes les grandes traditions spirituelles, le catholicisme est parcouru de tensions quant à l'évolution de son rôle dans la société contemporaine.

La place de l'Église catholique dans une société et une culture laïques

Guy Coq

LA LETTRE AUX CATHOLIQUES DE 1994-96

Le Concile Vatican II fut le grand tournant du catholicisme au xx^e siècle. Cependant cet événement majeur, qui devait entraîner un élan nouveau dans l'Église, fut suivi en France d'un temps de doutes. Ce n'est que depuis les années 90 que s'opère une véritable prise de conscience. L'événement clef en fut la discussion, lors de l'assemblée plénière des évêques à Lourdes en 1994, de la Lettre aux catholiques intitulée : *Proposer la foi dans la société actuelle*. Ce texte, depuis son approbation par la même assemblée en 1996¹, est la grande référence pour la réflexion de l'Église sur sa place dans la société, sur son effort pour établir une relation plus vraie avec le message dont elle est porteuse, et sur ce que signifie la « proposition de la foi ».

Selon ce document (p. 27-28), la manière nouvelle dont l'Église se positionne dans la société découle non pas d'une résignation mais d'une

véritable adhésion au principe de laïcité. La séparation de l'Église et de l'État, en permettant effectivement de distinguer « ce qui revient à Dieu et ce qui revient à César », offre aux catholiques de France la possibilité d'être des acteurs loyaux de la société civile. L'affirmer revient à reconnaître le caractère positif de la laïcité, non pas telle qu'elle a été à l'origine, lorsqu'elle se présentait comme une idéologie conquérante et anticatholique, mais telle qu'elle est devenue après plus d'un siècle d'évolutions culturelles et politiques : un cadre institutionnel et en même temps un état d'esprit qui aident à reconnaître la réalité du fait religieux et spécialement du fait religieux chrétien dans l'histoire de la société française.

Autre élément positif, la Lettre aux catholiques s'appuie sur la reconnaissance d'une profonde évolution : le temps de « la guerre des deux France » est terminé ; il n'y a plus, d'un côté, le camp catholique, solidaire de ceux qui refusent la République, et, de l'autre, le camp des républicains et

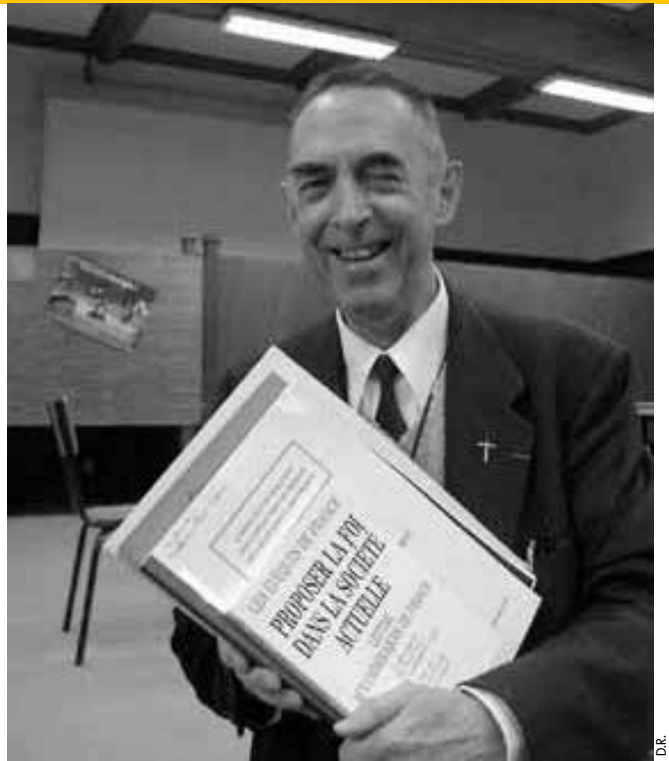
Agrégé de philosophie, **Guy Coq** est membre de la rédaction de la revue *Esprit* et président de l'association des Amis d'Emmanuel Mounier.

¹ Les évêques de France, *Proposer la foi dans la société actuelle, Lettre aux catholiques de France*. Rapport rédigé par Mgr Claude Dagens et adopté par l'assemblée plénière des évêques. Éd. du Cerf, coll. « Documents d'Église », Paris, 1996. Toutes les citations qui suivent en sont extraites

des défenseurs de la laïcité, solidaires dans une lutte antireligieuse. La position catholique (p. 28) est d'assumer l'histoire commune et d'être authentiquement partie prenante de la vie de la société laïque et démocratique : « Nous tenons à être reconnus non seulement comme des héritiers, solidaires, d'une histoire nationale et religieuse, mais aussi comme des citoyens qui prennent part à la vie actuelle de la société française, en respectent la laïcité constitutive et désirent y manifester la vitalité de leur foi ». La Lettre (p. 29) appelle dès lors les catholiques à surmonter (et la même demande est faite à la tradition laïque) « les ressentiments réciproques ». « Pour notre part, au titre de notre citoyenneté et de notre foi, nous voulons contribuer au vouloir vivre de notre société, et y montrer activement que l'Évangile du Christ est au service de la liberté de tous les enfants de Dieu ». Il s'agit donc d'un appel à l'invention de relations nouvelles entre l'Église et la société et, dix ans après la publication de ce texte, son rédacteur Claude Dagens pouvait déclarer² : « Nous désirons inscrire notre foi chrétienne en Dieu à l'intérieur du tissu de cette société, surtout si ce tissu est déchiré et fragile [...]. Nous ne cherchons pas nous imposer ni à nous situer en position défensive, comme si le monde n'était peuplé que d'adversaires de l'Église »³.

LA PROPOSITION DE LA FOI

La Lettre prend également acte d'un changement radical dans les conditions de la transmission de la foi : on passe d'un héritage mécanique à un acte volontaire, une « proposition ». « Au temps où l'Église



Mgr Claude Dagens, rédacteur de la Lettre aux catholiques de 1996

faisait pratiquement corps avec la société, malgré bien des contradictions et des affrontements, la transmission de la foi s'opérait d'une façon quasi automatique, les mécanismes de cette transmission étant intégrés aux fonctionnements normaux de la société. Il était alors devenu difficile de vérifier l'adage selon lequel on ne naît pas chrétien, mais on le devient » ! L'accent est mis désormais sur l'acte d'adhésion volontaire à la foi : « Nous refusons toute nostalgie pour des époques passées, où le principe d'autorité semblait s'imposer de façon indiscutable ». Le document insiste fortement à ce propos sur la force de conviction de l'Évangile.

Dans un livre plus récent⁴, Claude Dagens⁵ prolonge dans le nouveau siècle le message de la Lettre. On est

² Conférence à Bordeaux, 2007.

³ Dans cette optique, la position prise par les évêques de France à la veille du centenaire de la loi de 1905 n'eut rien de surprenant. Dès l'automne 2003, à l'issue de leur assemblée, le cardinal Jean-Marie Lustiger déclarait : « Nous ne souhaitons ni une révision ni un toilettage de la loi de 1905 ».

⁴ *Méditation sur l'Église de France libre et présente*, Éd. du Cerf, Paris 2007.

⁵ Il vient d'être élu à l'Académie Française.



PHOTO CLAUDE CARETTE

Église du Pouget (Hérault)

là sur un autre registre, celui d'une parole vive, celle d'un évêque qui témoigne à la première personne de sa manière de vivre l'Église, de la concrétiser, parfois de souffrir mais aussi d'espérer, d'un évêque qui aime évoquer les signes de vitalité de la foi qu'il perçoit chez les chrétiens de base, chez « les gens ».

Cette méditation, qu'il dédie à ses frères évêques, prend souvent le ton d'un appel. « L'Église est dans une situation nouvelle, dans une société laïque, va-t-elle enfin le comprendre ? » demande-t-il. Dans cette époque dominée par l'individualisme, devenir chrétien, ce n'est plus seulement adhérer à une tradition, c'est aussi faire le saut de la foi, c'est découvrir, en le devenant, la capacité de s'affirmer à la première personne. Il faut réapprendre avec les commençants et les jeunes à « situer la foi chrétienne et la proposition de la foi sur le terrain de l'existence humaine en quête de ses raisons ». L'Église devrait être dans une logique de présence, d'engagement, de relation avec les gens d'aujourd'hui. Elle n'est plus dans un rapport de domination avec la société, elle n'a pas

à se laisser instrumentaliser comme un groupe de pression ni à obéir aux logiques politiques, économiques ou médiatiques de ce monde.

LE NÉCESSAIRE DIALOGUE ENTRE FOI ET CULTURE

Une autre évolution, trop peu remarquée, s'est produite en quelques années dans les rapports Église/société : la montée d'un troisième terme, la *culture*, c'est-à-dire l'idée qu'il y a urgence à s'investir dans un dialogue entre foi et culture. C'est au *xxi^e* siècle un enjeu aussi important que le fut la question sociale au *xix^e*. Alors qu'à cette époque elle n'avait pas pleinement pris la mesure de la question sociale, l'Église est placée aujourd'hui devant un défi de même dimension, qu'elle ne peut manquer cette fois de relever.

Certes la question sociale demeure, et qu'elle soit transformée n'en réduit pas l'importance. Mais la question culturelle s'est imposée comme un terrain nouveau dont on ne peut être absent. Elle suppose d'abord de prendre conscience que l'inscription historique passe aujourd'hui par le préalable d'une juste perception des enjeux de la culture⁶. Le mot culture est bien sûr pris ici dans un sens inspiré de l'ethnologie. Il s'agit de toutes les formes construites par l'homme pour conquérir son humanité en même temps qu'il assure sa survie : moyens de subsistance, économie, échanges, moyens d'expression, langage, art, valeurs et formes symboliques, formes de vie sociale. Et ceux-ci sont fondamentaux à l'âge où les développements de l'esprit démocratique étendent la contestation systématique de toutes les traditions, de toutes les

⁶ Du côté du Pape Benoît XVI lui-même, on a pu noter un changement de style, l'éloge de la raison, le recours à la forme « grande leçon » (comme le 12 septembre 2008, au Collège des Bernardins, *Chercher Dieu, Discours au monde de la culture*) ; voir à ce propos notre commentaire dans *Esprit* (nov. 2008) et aussi, avec le discours lui-même, les réactions qu'il a provoquées dans *Parole et Silence, Le Theilleux*, novembre 2008).

cultures héritées. Or l'époque actuelle se caractérise non seulement par une relativisation radicale de tout ce qui se donne comme héritage mais aussi par une soumission, fatale, de toutes les logiques culturelles à celle de la rentabilité financière sur le marché mondial. Cependant, de divers côtés, des esprits lucides s'interrogent sur ce devenir historique et ce serait le bon moment pour l'Église de se doter de moyens de dialogue et de recherche partagée avec de tels esprits.

En fait, c'est du côté de la vie culturelle et intellectuelle qu'est apparue la nouveauté. L'un des signes forts en est le suivant : alors qu'au cours du xx^e siècle il était devenu quasi malséant d'avouer un intérêt voire une sympathie pour le christianisme, on observe aujourd'hui que, dans les soubresauts qui marquent une civilisation doutant de son avenir, de nombreux intellectuels agnostiques, athées ou relevant d'autres croyances que le christianisme s'interrogent, et, dans leur démarche, ne sont plus dans une posture de dénégation, de mépris, de rejet a priori du fait chrétien, de la signification dont celui-ci est porteur. On retrouve souvent ces intellectuels en dialogue avec des chrétiens (dans la presse, dans des colloques, des débats). Un réseau « foi et culture » pourrait devenir, me semble-t-il, le lieu d'une recherche en vue d'un approfondissement de ces contacts. À travers eux le christianisme témoigne déjà d'une forme de présence dans la culture contemporaine. Il ne s'agit là ni d'une récupération ni d'une campagne apologétique. Mais, de même que saint Thomas sut rencontrer et traverser la culture antique, de même aujourd'hui il y a un enjeu à assumer : c'est à l'intérieur du champ culturel

que les dialogues avec l'incroyance et avec d'autres croyants prennent pleinement sens⁷.

NE PAS REDOUTER LES CONFRONTATIONS D'IDÉES

Ma conviction est que, malgré la faiblesse évidente, aujourd'hui, de l'Église, la voie d'un avenir n'est pas pour elle, dans notre société démocratique et laïque, de se replier sur soi ; elle est de maintenir coûte que coûte l'esprit d'initiative et de dialogue qui furent toujours significatifs des grands moments de son histoire. Je pense notamment au style qui fut celui d'Emmanuel Mounier, à sa fécondité inouïe⁸.

Cette Église de l'ouverture et du dialogue, on se rend compte qu'elle est attendue, quand on se fait attentif aux réflexions, aux appels, voire aux mises en demeure qui apparaissent aujourd'hui. Dans une réflexion sur l'Église et le christianisme, où il ne dissimulait aucunement ses orientations personnelles, Charles Conte écrivait notamment : « Verra-t-on ici une occasion à saisir ? Cette esquisse d'évaluation de l'apport catholique n'est pas une pression oblique vers l'apostasie. Le but n'est pas de pousser les catholiques à abandonner leur Église. Il s'agit plutôt d'une conversion du regard. C'est une invitation faite aux catholiques à reconsidérer leur patrimoine et leur engagement, à le resituer dans le cadre d'une confrontation fructueuse. Une semblable invitation s'adresse aux laïques, qui auraient tort d'oublier que leur propre patrimoine et leur propre engagement se sont largement constitués en relation avec le catholicisme. Croit-on vraiment que chacun en soit sorti « chimiquement pur ? »⁹.

⁷ L'ensemble des remarques qui précèdent sont inspirées par le bilan du colloque « Pour l'éducation et pour l'école des catholiques s'engagent », une rencontre qui suivait de peu la sortie du livre du même titre, dirigé par Claude Dagens, Éd. Odile Jacob, Paris, 2007.

⁸ Fécondité que j'ai évoquée dans un article intitulé « De la communauté à l'humanité », publié dans le numéro 2 de *Diasporiques*, p. 61-67.

⁹ Extrait d'une réponse à l'enquête menée par la revue *Esprit* et publiée par elle dans « Le temps des relations sans Dieu », juin 1997. Dossier préparé par Jean-Louis Schlegel (avec Marc-Olivier Padis) p. 205-208.

La nécessité anthropologique du christianisme

« Le christianisme, donc, si l'on en croit vos écrits, n'est pas derrière nous... – Non, il a même de beaux jours devant lui. Nos sociétés connaissent un vide, une flottaison, une sorte de désarroi. La chute du mur de Berlin nous projette à l'horizon du supermarché, ce n'est pas très exaltant. On ne fonde pas de loi sur la marchandise, il y a une sorte d'appel quasi biologique à retrouver ce qui fait lien chez les hommes. J'aime l'énergétique chrétienne, la posture d'engagement. La force de notre Dieu unique c'est d'être un Dieu interventionniste, qui crée le monde et n'arrête pas de travailler ensuite. Dieu ne chôme jamais, il pousse les hommes à prendre en main leur destin. »

Régis Debray

Dieu, un itinéraire, Éd. Odile Jacob, Paris, 2003.

Un autre exemple remarquable de la réflexion contemporaine sur l'Église, libérée des pressions anticléricales ou extérieures au cercle des croyants identifiés comme tels, est donné par divers textes de Régis Debray. Celui-ci exprime clairement sa distance avec ceux qui voient la religion disparaître du monde. « Votre enquête porte-t-elle sur la fin de Dieu ? » lui demandait-on. « Dieu ne nous a jamais quittés ! répondit-il. Je ne crois pas à l'effacement durable de l'idée de Dieu. Il me semble que le religieux est coextensif à l'humain. Tout est dans la modalité : il peut y avoir des déséquilibres, des gauchissements, des travestissements, des métamorphoses. Dieu peut disparaître dans un souterrain, et réapparaître après... – Mieux, vous accordez une grande place à l'institution Église, alors même qu'elle est l'objet aujourd'hui de bien des remises en cause ! – Ce qui m'intéresse, ce sont les faits de transmission. La transmission de mémoire est, selon moi, capitale, elle nous distingue comme

humains des autres êtres vivants. Comment est-elle possible ? Il faut un support, des traces, des monuments, des sanctuaires, des mémoriaux. Mais aussi des communautés de mémoire, c'est-à-dire des institutions, des entités qui dépassent l'addition de leurs membres. On ne peut pas un instant songer à séparer le corps ecclésial du message évangélique ! Là où il n'y a pas d'institution, il n'y a pas de transmission. Et le mystère chrétien englobe à la fois le message et sa perpétuation. »¹⁰

Mon intention, on l'aura compris je l'espère, n'est aucunement de « christianiser » des auteurs contre leur conviction profonde. Elle est simplement de reconnaître des postures nouvelles, libérées des vieilles querelles, consistant à la fois à examiner, de manière sereine, la position du christianisme dans l'histoire et à poser la question : « Quand la religion abandonne sa position hégémonique dans une société, une civilisation, comment celles-ci assument-elles ce qui était l'apport essentiel de la religion ? ». Claude Lefort nomme « symbolique » cette fonction, dans un texte qu'on gagnerait à méditer : *Permanence du théologico-politique*¹¹. Il estime qu'on ne peut pas s'en tenir au repli du religieux, point final, car on perdrait ainsi « précisément, la notion de sa dimension symbolique, d'une dimension constitutive des rapports de l'homme avec le monde » ; il ne remet pour autant aucunement en cause la laïcité.

UNE ÉGLISE EN CRISE ?

Du côté des catholiques, est-on suffisamment conscient de l'urgence d'une sortie des nostalgies pour

¹⁰ Entretien avec Isabelle de Gaulmin et Robert Muglioni dans *La Croix* en 2001.

¹¹ Repris dans *Essais sur la politique*, Le Seuil, Paris 2001.

s'intéresser au monde tel qu'il est ? Est-on prêt à accepter les dialogues qui s'esquissent et qui dépassent largement les relations interreligieuses ? Ni les chrétiens, ni les religieux, ni les laïques, les agnostiques ou les athées ne détiennent à eux seuls la clef du monde, de la civilisation à construire. Peut-être est-ce un pressentiment de l'ampleur de cette question qui amena, en 2007, la Conférence des évêques de France à créer un *Observatoire Foi et Culture*, doté d'une publication nouvelle du même nom¹² ? Mais cette nouveauté est apparue dans un climat de malaise car elle s'est accompagnée de la disparition formelle du *Service Incroyance et Foi*, qui animait, dans divers départements, des groupes de rencontres et de dialogues. Or de ce nécessaire dialogue, il faut avoir conscience que certains catholiques n'ont pas nécessairement le goût : les attitudes de rejet a priori ou de parti pris d'ignorance de la tradition chrétienne créent une situation plutôt confortable pour eux parce que n'appelant en fait que peu d'initiatives de leur part !

Passé le temps de la domination de la société par l'Église, passé le temps de la nostalgie de ce pouvoir, où en est l'Église par rapport à la société et à une civilisation qu'on ne peut plus qualifier l'une ou l'autre de « chrétiennes » ? L'Église ne peut éviter de se déterminer par référence au Concile Vatican II, qui avait cette question majeure en perspective. Et elle n'échappe pas au choix d'en assumer les conclusions ou de régresser par rapport à elles, comme si ce concile n'avait pas eu lieu. Un vrai bilan s'imposera un jour.

La querelle autour de la messe en latin est l'épisode le plus récent de ce

conflit interne. Le pape Ratzinger, qui eut un rôle important lors de Vatican II, n'a pas caché son inquiétude de certaines de ses interprétations ; il supporte mal la cassure avec les amis de Mgr Lefebvre, auteurs, au xx^e siècle, du schisme que l'on sait. On peut certes comprendre son souci d'unité. Mais il faut aussi comprendre que, pour une partie des partisans du schisme lefebvrisme, la querelle de la messe en latin n'est pas l'essentiel, et qu'ils sont en fait beaucoup plus éloignés de l'Église catholique conciliaire qu'on ne veut le reconnaître. C'est en réalité tout l'effort de l'Église pour sortir de la vieille confusion entre la sphère politique et la sphère religieuse qui est par eux contesté. Leur but, à travers le latin, est de faire pression sur l'Église pour qu'elle remette en cause les grandes évolutions qu'elle a jusqu'ici assumées.

Nous sommes un certain nombre à avoir éprouvé comme une souffrance les concessions unilatérales faites aux Lefebvristes. Le travail de réconciliation nécessaire dans l'Église n'a été mené que d'un seul côté. Si l'on estimait des concessions indispensables envers ceux qui trouvent que Vatican II est allé trop loin, il aurait fallu, pour être juste, viser également à la réconciliation avec ceux qui, au contraire, estimaient que Vatican II n'était pas allé assez loin, et qui, de ce fait, se sont trouvés en rupture avec l'Église : religieux ou théologiens, prêtres mariés désireux de retrouver leur plein sacerdoce, divorcés, remariés, etc. Il aurait fallu veiller à ce que le pardon ne touche pas exclusivement une tendance, qu'il n'y ait pas d'un côté miséricorde et, de l'autre, situation impardonnable, irréconciliable.

¹² *Observatoire Foi et culture*, 58, avenue de Breteuil, 75007 Paris.



Jean XXIII

UNE SOCIÉTÉ SANS REPÈRES ?

La question des rapports Église/société ne se limite pas à la querelle sur Vatican II. Le problème se complique si l'on tient compte du fait qu'on n'a pas, d'un côté, une Église fragile, menacée, et de l'autre une société forte, équilibrée dans ses institutions, ses valeurs, et sa vitalité démocratique. Dans les difficultés qu'elle rencontre à survivre comme institution et à assurer la transmission du message évangélique, l'Église est aux prises avec des phénomènes de même nature que ceux qui touchent la société dans son ensemble. Globalement, ce qui est en cause est la possibilité même d'un fonctionnement harmonieux, aujourd'hui, des institutions : école, famille, Église, etc. L'appartenance religieuse est remise tout entière à l'initiative individuelle, ce qui témoigne d'une croissance positive de la responsabilité personnelle mais aussi d'une difficulté croissante à assumer explicitement des liens institutionnels ; or l'appartenance à la nation, à la société civile, souffre de difficultés analogues.

Un autre exemple, très significatif lui aussi, est celui de l'évolution du rapport au temps. Aujourd'hui le présent, voire l'instant, est absolutisé.

Ce qui est nouveau (et je ne parle pas seulement de la voiture ou du modèle de téléphone portable) est par principe meilleur que ce qui vient du passé. Le dernier Goncourt est par nature supérieur à Homère ! Un tel rapport au temps déstabilise à la fois la relation au passé, à l'avenir et au présent : il conduit en fait à obscurcir le sens du présent, en faisant de celui-ci un élément autonome. Et, du coup, la possibilité de marier le présent avec l'héritage devient problématique. Il y a là une grave crise de la transmission culturelle ; et comment ne pas voir qu'elle atteint de la même façon la culture religieuse ?

Cette construction d'un présent autosuffisant, face auquel le passé se réduit au patrimoine, Marcel Gauchet la nomme judicieusement « détraditionnalisation ». Pour lui la transmission repose toujours sur un lien de tradition, qui consiste à reconnaître le présent comme construit avec le passé, mais sans consistance en dehors de ce lien. « J'apprends ce à quoi je dois mon origine et qui continue de vivre à travers moi ». « Le lien de tradition, explique-t-il, soutenait la transmission sous son aspect symbolique de lien généalogique ». Et c'est parce que la tradition se défait que la transmission devient difficile.

FOI ET ÉTHIQUE

S'agissant du mode d'inscription de l'Église dans une société laïque et démocratique, l'une des questions les plus épineuses est le rapport entre l'Église et l'éthique, du moins tel qu'il est perçu dans cette société.

La foi chrétienne, notamment dans sa tradition catholique, est fortement structurée dans une culture

du culte : prières, célébrations, rassemblements. Au cœur de tout cela se trouve le grand rituel eucharistique, cette communion où s'expriment la spécificité et le mystère dont le récit chrétien est porteur : la présence divine dans le pain partagé. Or, très précisément, l'eucharistie articule la relation divine et la relation humaine. La célébration eucharistique prend pleinement son sens dans l'apogée, l'amour divin, mais, en même temps, dans l'amour qu'est censé pratiquer le croyant vis-à-vis des humains, le souci qu'il prend de l'humanité, sans quoi sa présence au grand rite perd son sens. C'est pourquoi le catholicisme rend interdépendants les gestes les plus forts de la relation au Dieu de Jésus-Christ et la qualité des relations concrètes vécues avec les humains. Il faut voir dans cette articulation l'origine du souci éthique qui travaille le christianisme : un souci qui porte à la fois sur les problèmes sociaux, le sort fait aux plus pauvres, mais aussi sur la manière dont est traitée l'humanité la plus faible : celle des débuts de la vie et celle de la fin de vie. Cette articulation est structurelle dans la foi chrétienne fondée sur l'incarnation. Du coup, la spiritualité chrétienne, la qualité de la vie spirituelle ne peuvent pas se vivre dans une indifférence aux comportements éthiques, personnels et collectifs.

Cependant le message évangélique, tel qu'il est reçu ou perçu au travers de l'Église catholique, apparaît trop souvent comme un ensemble de règlements dogmatiques, une culture disciplinaire qui, en pratique, occulte l'idéal spirituel. Bref la « morale catholique » tend à faire obstacle à l'intelligence du message de Jésus-Christ. C'est paradoxal quand on se

La tradition, selon Marcel Gauchet

« Par la tradition nous comprenons ce qui nous a faits, d'où nous venons ; nous voyons de quelle présence du passé le présent est tissé. Il y a incorporation du passé dans le présent, coappartenance passé/présent ». Ce lien de tradition ne se dévoile pas immédiatement : « il faut chercher pour discerner le travail du passé dans le présent ». Et le processus de « dé-traditionnalisation » c'est au fond une volonté de rupture, de ne pas voir dans le présent la présence du passé : il manque la volonté de comprendre. Dans la tradition, il ne s'agit pas de répéter le passé, de revenir à la religion d'autrefois, telle que vécue alors dans la société. Il s'agit de reconnaître que ce passé non répétable a construit ce que nous sommes, dans notre différence. La tradition consiste à « nouer un rapport vivant et problématique avec le passé dont on se sait l'héritier, quand il ne peut plus s'agir d'en reconduire les usages, d'en proroger les leçons, d'en prendre en charge la poursuite dans le présent ». De telles réflexions s'adressent à la société dans son ensemble. L'auteur voit bien qu'elles concernent aussi bien l'Église catholique mais il insiste sur le fait que celle-ci n'est pas dépourvue de ressources, en matière de tradition et de mémoire, et qu'ainsi, elle pourrait non seulement faire face au problème qui la touche, mais en même temps aider la société à le faire. Les Églises chrétiennes gardent « un rapport direct constitutif avec le passé ». Elles font vivre « le seul bastion de tradition qui surnage ». Elles sont appelées au rôle de « gardiennes de l'histoire profonde où nous avons nos origines ».

Extrait d'une intervention de Guy Coq à Lourdes en 2007 (Écclésià 2007, un rassemblement de 2000 catéchistes, aumôniers, prêtres, éducateurs chrétiens).

souvent que le récit des Évangiles souligne combien Jésus aimait aller vers les gens « de mauvaise vie », vers ceux et celles que les gens pieux méprisaient. Alors que l'essentiel est la vie spirituelle, et les conséquences qui en découlent sur le plan pratique, la mise en avant des « règles éthiques » dans la perception que beaucoup de nos contemporains ont de l'Église a pour effet de leur fermer

l'accès à la qualité de la vie spirituelle proposée par le christianisme à l'humanité. L'Église catholique ne peut rester sans réaction devant le fait que sa présence institutionnelle fonctionne ainsi comme repoussoir pour des personnes que la spiritualité chrétienne pourrait attirer. Il n'y a pas de réponse toute préparée à cette perception répandue, à cette situation douloureuse et scandaleuse pour le croyant. Celui dont la vie est bouleversée, intimement, par le récit évangélique, surtout s'il reconnaît son appartenance à l'Église, ne peut que faire appel à elle pour qu'elle s'inquiète de la situation et évalue sa responsabilité dans ce malentendu.

Il faudrait sans doute nuancer. Sur beaucoup de problèmes sensibles impliquant des valeurs collectives essentielles, l'Église a, en France, des positions qui vont dans la bonne direction : problèmes sociaux, logement, chômage, immigration, etc. Sur ce dernier point un journal national a ainsi pu titrer l'an passé : « Des tests ADN pas très catho » et écrire : « Des élus de sensibilité chrétienne s'opposent à l'amendement Mariani »¹³.

UNE EXPRESSION PUBLIQUE ATTENDUE ET LÉGITIME

La reconnaissance du droit des religions à s'exprimer n'est toutefois pas unanime. En 2001, dans un entretien au journal *La Croix*, Lionel Jospin exprimait une position d'une grande justesse : « La foi appartient à la vie personnelle mais la religion est aussi un fait collectif, ce que les Églises revendiquent. Simplement, les formes de ce fait collectif doivent être inspirées par un esprit de

tolérance. Pour autant, que les Églises s'expriment à l'occasion des débats de société, de débats éthiques sur les choix qui doivent être faits, me semble normal, plus encore : nécessaire. Dans un monde où les pensées sont souvent molles et les débats superficiels, il est bon que des positions soient fortement affirmées. Les décisions, quand il faut en prendre, sont ainsi éclairées »¹⁴.

Chez certains des penseurs contemporains les plus lucides commence à circuler la question suivante : certes notre société a opéré une sortie de la religion mais faut-il penser pour autant que désormais société et religion doivent vivre dans une ignorance réciproque, chacune chez soi ? N'y a-t-il pas au contraire urgence à penser et à affronter la difficulté qui consiste, par-delà les tentations hégémoniques, à trouver des relations justes entre elles ? Il est remarquable de voir des hommes très divers, comme Jürgen Habermas ou Marcel Gauchet, connus comme agnostiques, explorer cette question.

Ainsi, au cours d'un étonnant dialogue avec le cardinal Joseph Ratzinger, Jürgen Habermas affirme qu'une vision religieuse du monde « est capable d'apporter quelque chose d'essentiel à une société sécularisée »¹⁵. « Car – insiste-il – il n'y a aucune raison d'admettre que celle-ci ne devrait aller chercher son inspiration que dans des pensées agnostiques ou athées ». De plus, ce philosophe

¹³ Il s'agit de l'amendement autorisant l'utilisation de tests ADN pour le tri familial des immigrants. *Libération*, 22 septembre 2007.

¹⁴ *La Croix*, 20 novembre 2001.

¹⁵ *Esprit*, juillet 2004.

¹⁶ Marcel Gauchet, *Un monde désenchanté*, Paris, Éd. de l'Atelier, Paris, 2004. Le dernier chapitre (p. 235-249) est intitulé « Quel rôle pour les institutions religieuses dans des sociétés sorties de la religion ? ».

Pour en savoir plus sur la laïcité, vous pouvez consulter le portail de la *Ligue de l'enseignement*

www.laicite-laligue.org

croit possible que des contributions pertinentes, d'abord formulées dans un langage religieux, passent ensuite dans « un langage accessible à tous » et que cet apport peut être particulièrement important dans le débat public. Marcel Gauchet, quant à lui, rappelle en préalable que la neutralité religieuse de l'État doit demeurer un acquis et qu'il n'est pas question qu'une doctrine particulière prenne le pouvoir. Mais la doctrine commune qui inspire le pouvoir démocratique doit synthétiser des apports divers. De plus, le pouvoir a besoin que les diverses sources qui ont participé à la doctrine collective apparaissent elles-mêmes explicitement dans la sphère publique : « La démocratie, parvenue à une neutralité complète, à besoin d'une scène publique de doctrines ultimes »¹⁶.

La question aujourd'hui posée aux chrétiens est de trouver un langage et une attitude adaptés à véhiculer ce que leur foi peut légitimement ambitionner d'apporter à un espace public non religieux. ☉